

Recrutement des enseignants (page 3)

Encore un déficit important à combler



Le gouvernement prévoit de recruter 5 000 enseignants au cours de l'année scolaire 2026-2027 alors que les besoins exprimés s'élèvent à 14 330 enseignants, soit un déficit de 9 330 enseignants.

SOCIETE	TRANSPORT	DEVELOPPEMENT
Passerelle Passage sur la passerelle : obligation ou option ? (page 2)	Changachanga Quand les « Changachanga » dérangent et apaisent en même temps (page 4)	Pêche La pêche en difficulté (page 5)

Editorial

Recrutement de 5 000 enseignants : un effort nécessaire, mais largement insuffisant



Mélance Maniragaba,
Rédacteur en chef.

Le gouvernement prévoit de recruter 5 000 enseignants au cours de l'année scolaire 2026-2027 pour un budget de 17 785 714 286 FBu, selon les décisions du

Conseil des ministres du 12 août 2026. Cette annonce constitue certes une réponse aux difficultés du système éducatif, mais elle soulève une question essentielle : est-ce suffisant face à l'ampleur des besoins ?

A l'échelle nationale, les besoins exprimés s'élèvent à 14 330 enseignants. Le recrutement annoncé ne permettra donc de couvrir qu'une partie de ce déficit. Autrement dit, même après le recrutement de ces 5 000 nouveaux enseignants, le pays pourrait encore compter 9 330 enseignants manquants si les besoins restent inchangés.

Mais le problème ne se résume pas au nombre de postes à pourvoir. Il concerne également l'attractivité du métier d'enseignant. Recruter

de nouveaux enseignants est indispensable. Toutefois, il faut également veiller à ce que ceux qui exercent déjà ce métier puissent y rester dans des conditions dignes. Lorsque des enseignants quittent leur profession ou cherchent à émigrer vers d'autres secteurs et d'autres pays à la recherche de meilleures conditions de vie, c'est un signe que les pouvoirs publics ne devraient pas négliger.

Un système éducatif de qualité ne peut pas +reposer uniquement sur la multiplication des recrutements. Il faut attirer, mais surtout retenir les enseignants. Et pour cela, la question salariale est incontournable. Un enseignant qui doit faire face aux charges quotidiennes avec un revenu insuffisant peut difficilement exercer son métier dans les

meilleures conditions, aussi engagé soit-il.

Le Burundi a donc besoin d'une véritable politique de valorisation de la profession enseignante, soit par des salaires plus motivants, de meilleures conditions de travail afin de joindre les deux bouts du mois sans souci, de faire soigner la famille et d'envoyer les enfants à l'école, d'avoir une reconnaissance accrue du rôle de l'enseignant dans la société...

Les 5 000 recrutements annoncés sont un pas dans la bonne direction. Malgré cela, ils ne doivent pas donner l'impression que le problème est réglé. Sur 14 330 enseignants nécessaires, en recruter 5 000 ne suffit pas. Et si, parallèlement, certains enseignants déjà en fonction continuent à quitter

le métier faute de perspectives ou de rémunération suffisante, le déficit risque de se renouveler.

L'éducation est un investissement de long terme. Pour détruire une nation, il suffit de détruire son système éducatif. Les salles de classe, les programmes et les infrastructures sont importants, mais sans enseignants en nombre suffisant, motivés et correctement rémunérés, aucune réforme éducative ne peut produire pleinement ses effets.

Il est donc temps de dépasser la logique du simple recrutement et de poser une question plus fondamentale : quelle place le pays veut-il réellement accorder à ceux qui forment les générations futures?

SOCIETE

Passage sur la passerelle : obligation ou option ?

L'administration communale de Mukaza impose aux usagers d'emprunter la passerelle située à la jonction du boulevard de l'UPRONA et de l'avenue de la Mission, afin de réduire les accidents. Les contrevenants risquent une amende de 10 000 FBu. Certains usagers estiment toutefois que les priorités devraient être la réhabilitation des feux de signalisation, l'amélioration des marquages routiers et le renforcement du contrôle technique des véhicules.

Notre passage, mercredi le 12 août 2026 vers 17 heures, des agents de la commune Mukaza interpellaient par des sifflements les piétons qui traversaient le boulevard de l'UPRONA sous la passerelle.

Ces agents ne portaient ni uniforme ni badge. Parmi eux, un jeune homme tenait un carnet de quittances et un stylo en main. Il sommait les piétons n'ayant pas emprunté la passerelle de payer une amende de 10 000 FBu.

Une dizaine de piétons d'âges différents ont ainsi été interpellés. Lorsqu'un piéton refusait d'obtempérer, le jeune homme faisait appel à un policier ou à une policière présents sur les lieux. Il menaçait également de faire appel à son supérieur pour engager d'autres procédures.

Certains piétons demandaient pardon, expliquant ne pas avoir d'argent sur eux. Finalement, des arrangements étaient trouvés.



Certaines personnes ne comprennent pas encore l'importance de la passerelle. Ce qui pousse parfois l'administration à recourir aux sanctions.

Chacun remettait au jeune homme entre 1 000 FBu et 2 000 FBu.

« Voilà, ils viennent de partager l'amende », a-t-il déclaré à haute voix, sans toutefois délivrer de preuve de paiement aux piétons concernés.

Une préoccupation qui ne devrait pas être prioritaire

« Personne ne va s'exposer volontairement au risque d'être écrasé par un véhicule. Nous faisons attention avant de traverser le boulevard », explique une femme âgée présente parmi les piétons interpellés. Elle a payé 1 000 FBu.

Selon elle, lors de la construction de la passerelle, il aurait fallu prévoir un accès adapté aux personnes à mobilité réduite, aux femmes enceintes et à celles qui éprouvent des difficultés à monter les escaliers.

Un autre piéton interpellé affirme, quant à lui, ne pas avoir vu le panneau invitant les usagers à emprunter la passerelle. Il explique également qu'il ne sait ni lire ni écrire et qu'il était pressé de

rejoindre la file d'attente des bus afin de rentrer tôt chez lui et d'apporter à temps la ration familiale.

Pour lui, l'utilisation de la passerelle n'est pas une mauvaise chose, mais elle devrait rester un choix, tandis que les autorités devraient également se concentrer sur d'autres mesures pour prévenir les accidents. Il cite notamment la réhabilitation des feux de signalisation, l'amélioration des marquages au sol et le contrôle de l'état des véhicules en circulation.

Il s'interroge notamment sur les conditions dans lesquelles certains véhicules obtiennent leur contrôle technique. Il plaide également pour la réhabilitation des routes.

L'administration appelle au respect des initiatives publiques

Contactée par téléphone ce jeudi matin, le 13 août 2026, Aline Bigirimana, administratrice de la commune de Mukaza dans la province de Bujumbura rappelle que la passerelle a été construite pour contribuer à la réduction des accidents.

Elle déplore toutefois que certaines personnes ne comprennent pas encore l'importance de cet ouvrage. Ce qui pousse parfois l'administration à recourir aux sanctions.

Sans dévoiler le montant des recettes versées dans les caisses de la commune depuis le début de l'application des amendes, Mme Bigirimana précise que les sanctions ne constituent pas une priorité pour l'administration.

Elle indique que la commune a d'abord privilégié la sensibilisation des usagers à l'utilisation de la passerelle. Cette sensibilisation va se poursuivre et, en cas de nécessité, l'administration pourra rappeler aux usagers l'obligation de respecter la mesure, notamment à travers l'application des amendes.

Mélance Maniragaba



C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 19 Juin 2026		
Sources : BRB/www.brb.bi		
Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2970	3018
Euro	3392	3447
Shi. Kenyan	22.9427	23.3128
Shi. Tanzanien	1.1295	1.1477
Shi. Ougandais	0.8135	0.8266
Fr Rwandais	2.0137	2.0462

Recrutement de 5 000 enseignants : toujours un long chemin à parcourir

Le gouvernement prévoit de recruter 5 000 enseignants au cours de l'année scolaire 2026-2027 alors que les besoins exprimés s'élèvent à 14 330 enseignants, soit un déficit de 9 330 enseignants. Or, l'Unesco estime que les enseignants en début de carrière sont plus susceptibles de quitter la profession que leurs collègues plus expérimentés

Selon les décisions du conseil des ministres du 12 août 2026, le gouvernement prévoit de recruter 5 000 enseignants au cours de l'année scolaire 2026-2027 pour un budget de 17 785 714 286 FBu. Cependant, les besoins exprimés s'élèvent à 14 330 enseignants. Ce qui laisse apparaître un déficit de 9 330 enseignants.

Dans un communiqué de presse publié sur son site et intitulé « Journée mondiale des enseignants : Audrey Azoulay plaide pour une revalorisation du statut des enseignants afin de réduire la pénurie mondiale d'enseignants », l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) souligne que le métier d'enseignant est trop souvent peu attractif.

Cette situation entraîne des difficultés à attirer de nouveaux



Les enseignants en début de carrière sont plus susceptibles de quitter la profession que leurs collègues plus expérimentés.

candidats et une augmentation du taux d'abandon de la profession au cours de la carrière.

Le communiqué indique que les données disponibles montrent que les enseignants en début de carrière sont plus susceptibles de quitter la profession que leurs collègues plus expérimentés. Pour l'Unesco, les premières années de carrière constituent une période particulièrement sensible. Les enseignants débutants ont donc besoin d'un accompagnement et d'un soutien accrus pour faire face notamment à leur charge de travail.

Plusieurs problèmes peuvent peser sur les conditions de travail, notamment le manque de matériel

qui alourdit la charge de travail des enseignants, les lourdeurs administratives et la mauvaise gestion scolaire. Ces facteurs peuvent contribuer à une baisse du moral des enseignants.

Le stress constitue également un défi majeur. Les enseignants qui subissent un niveau élevé de stress au travail sont plus de deux fois plus susceptibles de souhaiter quitter la profession, particulièrement au cours des cinq premières années de carrière.

De plus, poursuit le communiqué, les bas salaires rendent également la profession moins attractive. Dans le monde, seul un pays sur deux rémunère les enseignants du

primaire au même niveau ou à un niveau supérieur à celui des autres professions exigeant un niveau de qualification comparable.

Les enseignants masculins plus susceptibles de quitter la profession

D'après l'Unesco, les enseignants masculins quittent généralement la profession à des taux plus élevés que leurs collègues féminins.

Cette différence s'explique notamment par le fait que les hommes disposent souvent d'avantages de possibilités professionnelles dans d'autres secteurs et peuvent plus facilement changer de carrière. L'Unesco évoque également les préjugés sexistes, notamment ceux concernant la responsabilité de l'éducation des enfants.

Pour réduire les départs et rendre la profession plus attractive, l'organisation recommande d'investir dans l'amélioration de la formation initiale des enseignants ainsi que dans les programmes de développement professionnel continu. Elle convie également à la mise en place des programmes de mentorat associant des enseignants expérimentés à des enseignants débutants et favorisant la collaboration entre pairs.

L'organisation invite aussi à veiller à ce que les enseignants bénéficient de salaires et d'avantages sociaux compétitifs, notamment par rapport aux autres professions exigeant des niveaux de qualification similaires et des possibilités d'évolution de carrière.

Elle notifie par ailleurs de rationaliser les tâches administratives et la paperasserie afin de permettre aux enseignants de se concentrer davantage sur leur mission d'enseignement et moins sur les tâches bureaucratiques.

L'Unesco recommande aussi de favoriser un équilibre sain entre la vie professionnelle et la vie personnelle en fixant des attentes raisonnables concernant les horaires de travail et en réduisant les charges de travail inutiles.

Elle conseille en outre d'offrir aux enseignants un accès à des services de santé mentale et de conseil afin de les aider à faire face au stress et aux difficultés émotionnelles.

L'organisation insiste enfin sur l'importance d'un leadership scolaire fort et solidaire qui valorise la contribution des enseignants, leur fournit des retours constructifs et favorise un environnement de travail positif.

Mélance Maniragaba

ECONOMIE

Budget général de l'Etat 2026-2027

PARCEM alerte sur l'efficacité des dépenses publiques

Alors que le budget général de l'Etat burundais dépasse 7 000 milliards de BIF pour l'exercice 2026-2027, la PARCEM s'interroge sur son impact réel sur les conditions de vie de la population. Dans une analyse présentée le 6 septembre 2026, son directeur national, Faustin Ndikumana, pointe notamment l'inflation, l'endettement public, la baisse des importations des biens essentiels et les faiblesses de la gouvernance budgétaire.

Le budget général de l'Etat connaît une progression importante depuis quelques années. Selon Faustin Ndikumana, directeur national de l'organisation Parole et Actions pour le Réveil des Consciences et l'Evolution des Mentalités (PARCEM), il est passé d'environ 1 500 milliards de BIF en 2021 à plus de 7 000 milliards de BIF en 2026. Une évolution qui, selon lui, doit être appréciée à l'aune de son impact sur le quotidien des citoyens. Cette hausse intervient alors que l'inflation s'est fortement accélérée. Elle était d'environ 8 % en 2021, avant d'atteindre 34 % en 2026, voire plus de 40 % à certaines périodes de l'année. Dans la plupart des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est, l'inflation reste pourtant inférieure à 7 %, souligne-t-il.

Pour M. Ndikumana, la hausse des prix constitue l'un des principaux facteurs de pauvreté. « Une personne qui payait auparavant un loyer de 200 000 BIF et qui doit aujourd'hui payer 800 000 BIF, est-ce qu'elle est réellement en train de progresser ? Quand un kilo de riz qui coûtait 3 000 BIF passe à 6 000 BIF ou plus, est-ce que cette personne progresse ? La réponse est non », estime-t-il.



Pour la Faustin Ndikumana, l'augmentation du budget ne devrait donc pas être considérée comme une fin en soi. Elle doit surtout se traduire par une amélioration mesurable des services publics, de la production, du pouvoir d'achat et, plus largement, des conditions de vie des Burundais.

La PARCEM s'inquiète également de la diminution des importations des produits nécessaires à la production et au fonctionnement de l'économie. Entre 2022 et 2025, les importations de carburant auraient diminué de 37 % pour l'essence et de 40 % pour le gasoil. L'organisation s'interroge ainsi sur la cohérence entre l'augmentation du budget et la capacité du pays à importer les biens essentiels, notamment les médicaments, les fertilisants et les autres biens de production.

Endettement et gouvernance budgétaire en question

La dette publique constitue un autre sujet de préoccupation. Alors

que les critères de convergence de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) recommandent de maintenir l'endettement dans certaines limites, Ndikumana estime que le Burundi se situe autour de 60 % du PIB. Pour la PARCEM, la question n'est toutefois pas uniquement celle du niveau de la dette, mais surtout celle de son utilisation et de son impact sur la population. L'organisation évoque notamment les difficultés liées au paiement des salaires, au recrutement des enseignants et à l'amélioration des conditions de travail. « Le poids de la dette sans amélioration des conditions de vie de la population, c'est incroyable. On peut se demander pourquoi le pays continue à s'endetter si les citoyens ne voient pas une amélioration

correspondante de leurs conditions de vie », déclare M. Ndikumana.

La PARCEM appelle ainsi à une meilleure gouvernance budgétaire. Selon son directeur national, même un budget de 9 000 milliards de BIF ne produirait pas suffisamment d'effets si les mécanismes de gestion des finances publiques ne changent pas. L'organisation recommande notamment de respecter les priorités de l'Etat, en commençant par les missions régaliennes, notamment l'administration, la sécurité et la justice. Viennent ensuite les services sociaux comme la santé et l'éducation, puis les infrastructures telles que les routes, l'accès à l'eau et l'électricité.

M. Ndikumana estime également que l'Etat ne devrait pas substituer aux opérateurs privés dans le commerce. Il appelle à davantage de discipline dans l'utilisation des ressources publiques et cite notamment les financements accordés aux coopératives Sangwe, tout en déplorant l'absence, selon lui, d'une rubrique consacrée à leur remboursement dans le budget actuel.

La PARCEM réclame plus de transparence et de contrôle

Pour la PARCEM, les dépenses publiques doivent répondre à des priorités clairement définies dans les documents nationaux de planification, notamment le Plan national de développement. L'organisation estime également que les projets réalisés en dehors du cadre budgétaire doivent être évités. « Les projets hors budget doivent être arrêtés. Il n'est pas compréhensible qu'un stade national soit construit alors que les moyens mobilisés

pour sa construction ne passent pas par la loi budgétaire », alerte M. Ndikumana.

La PARCEM insiste aussi sur la nécessité d'un contrôle budgétaire plus rigoureux. Selon elle, les dépassements budgétaires doivent être limités et les personnes responsables d'une mauvaise utilisation des fonds publics doivent répondre de leurs actes devant la justice. L'organisation préconise par ailleurs une plus grande participation des citoyens lors de la préparation du budget afin que les priorités retenues correspondent davantage aux besoins réels de la population.

Une autre préoccupation soulevée : le poids de l'économie informelle. M. Ndikumana estime que le marché informel des devises joue un rôle majeur dans les transactions et influence fortement le taux de change auquel les citoyens se réfèrent. Il appelle à rendre le secteur formel plus accessible. La situation du carburant illustre, selon lui, les limites de cette informalité. En raison des pénuries, une partie de la population se tourne vers le marché parallèle, où le litre peut atteindre environ 15 000 BIF, contre environ 4 000 BIF dans une station-service reconnue. « Il serait préférable que le carburant entre régulièrement dans le pays et qu'il soit ensuite vendu à 6 000 ou 7 000 BIF le litre. L'objectif devrait être de faire en sorte que le carburant soit disponible et accessible à tous dans un cadre formel », conclut M. Ndikumana.

Gilbert Nkurunziza

Quand les « Changachanga » dérangent et apaisent en même temps

Face à la crise de pénurie de carburant, de nouvelles alternatives ont vu le jour à Bujumbura. Parmi elles figure le transport « changachanga », une solution coûteuse, mais salvatrice pour les passagers. Du côté des transporteurs officiels, on dénonce une concurrence déloyale qui ne verse aucun sou au Trésor public et qu'il faudrait bannir. Pourtant, seule une solution durable à l'approvisionnement en carburant apporterait une réponse adéquate à ce problème.

Depuis près d'une décennie, le Burundi traverse une crise récurrente de carburant qui handicape de nombreux secteurs au premier rang desquels le transport urbain et interurbain. Les bus se font rares aussi bien dans les quartiers que dans les parkings du centre-ville. Pour continuer à travailler, les citoyens s'adaptent : les habitants des quartiers proches comme Bwiza, Jabe, Nyakabiga ou Musaga effectuent leurs trajets à pied, imités par ceux des zones plus éloignées par manque d'alternative. Dans plusieurs localités, de longues files d'attente se forment dès le bon matin attendant sans certitude les rares bus ayant pu s'approvisionner en carburant.

Face à ce calvaire, les chauffeurs de taxi officiels ont ajusté leur stratégie. Plutôt que de prendre un client unique, ils regroupent désormais quatre à six passagers sur un même itinéraire pour partager



Face à la crise de pénurie de carburant, de nouvelles alternatives ont vu le jour à Bujumbura.

les frais. Ainsi, pour un trajet entre le centre-ville et Kanyosha, le coût oscille entre 4 000 et 7 000 FBu par personne, tandis qu'il varie entre 3 000 et 5 000 FBu pour Musaga, les tarifs grimant selon la distance et la rareté de l'essence.

Et puis changachanga arriva

Cette organisation a apporté un léger soulagement sans régler le fond du problème. C'est dans ce

contexte que des propriétaires de véhicules particuliers ont investi ce marché en reproduisant la méthode des taxis. Si l'initiative ravit les usagers dont le seul souci est de pouvoir se déplacer, elle exaspère les chauffeurs professionnels. Ces derniers dénoncent une concurrence déloyale liée aux prix plus bas pratiqués par ces particuliers. Comme l'explique le taximan Emile Nshimirimana, ces conducteurs occasionnels n'assument que la

dépense du carburant alors que les professionnels supportent des charges administratives qu'ils doivent répercuter sur leurs tarifs. Ce qui incite malheureusement la clientèle à se tourner vers les particuliers.

Lors d'une conférence de presse, Etienne Citegetse, commandant de la PSR s'est montré très ferme face aux propriétaires de véhicules immatriculés dans la catégorie « affaire et promenade » utilisés pour

le transport payant. Il a rappelé que cette activité informelle s'est développée sans autorisation depuis le début de la crise de pénurie du carburant et a invité toute personne souhaitant exercer ce métier à régulariser sa situation auprès des autorités compétentes sous peine de sanctions.

Au-delà des pertes fiscales pour l'Etat, le responsable de la PSR a souligné le désordre causé par ces chauffeurs dans les parkings. Cette intervention suscite toutefois des avis partagés. Si Nshimirimana juge la mesure légitime, il doute de son application effective au regard des tentatives passées neutralisées par la réalité du terrain. De son côté, Jeanne Niyukuri, usagère régulière des changachanga, estime que les autorités devraient laisser les citoyens se débrouiller ou autoriser le retour des motos et des tricycles au centre-ville tant qu'une solution définitive à la pénurie du carburant n'aura pas été trouvée, estimant qu'interdire ce transport nuit avant tout à la population modeste.

Rappelons que pour passer officiellement de la catégorie « affaire et promenade » au transport rémunéré, un propriétaire doit entreprendre plusieurs démarches. Entre autres, il lui faut mettre à jour son NIF auprès de l'OBR pour y déclarer l'activité de transporteur et renégocier son contrat d'assurance pour une couverture dédiée au transport de personnes, dont la prime s'avère nettement plus élevée en raison des risques accrus.

Florence Inyabuntu

SANTE

Lutte contre les hépatites virales B et C

La prise de conscience collective d'abord

A l'occasion de la Journée mondiale contre les hépatites virales, célébrée chaque année le 28 juillet, le Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS) a tenu une conférence de presse pour dresser un état des lieux de la prévention, du dépistage et de la prise en charge des hépatites B et C au Burundi, tout en appelant à une prise de conscience collective face à une menace sanitaire longtemps restée dans l'ombre.

Les hépatites virales représentent une crise sanitaire majeure. Selon le rapport mondial de l'OMS publié en 2020, on estime à environ 325 millions les cas d'infection chronique par le virus de l'hépatite B ou C dans le monde. La grande majorité des cas se trouvent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Ces pathologies invisibles évoluent fréquemment vers la cirrhose ou le cancer du foie, entraînant près de 900 000 décès chaque année.

Comme l'a expliqué Dr Colin Kaze, médecin directeur du Programme National de Lutte contre le Sida (PNLS), le Burundi n'échappe pas à cette réalité. Les données disponibles montrent une prévalence estimée à 4,6% pour l'hépatite B et 8,2% pour l'hépatite C, avec une augmentation de la prévalence avec l'âge. Le nombre de décès s'accroît, principalement parce qu'un nombre encore trop important de personnes infectées



Dr Colin Kaze, Directeur du PNLS : « Les hépatites virales représentent une crise sanitaire majeure ».

ne connaissent pas leur statut et n'accèdent pas au diagnostic et au traitement.

Avancées stratégiques et institutionnelles

Face à ce constat, le Burundi s'est doté d'outils stratégiques solides, notamment le Plan stratégique national intégré de lutte contre le VIH, les IST et les hépatites virales

pour la période 2026-2030, ainsi que de Directives Nationales destinées à harmoniser le dépistage et la prise en charge à tous les échelons du système de santé.

Cette dynamique s'est traduite par la formation des soignants, l'intégration des indicateurs dans l'outil national de collecte DHIS2 et l'organisation des dépistages lors des manifestations publiques. Des efforts substantiels ont également

été déployés dans la prévention de la transmission mère-enfant de l'hépatite B par l'achat de tests de dépistage rapide pour les femmes enceintes etc..

Des obstacles tenaces sur le terrain

Malgré ces réalisations, plusieurs contraintes ralentissent la riposte. Le dépistage de l'hépatite B chez les

femmes en première consultation prénatale reste anormalement faible par rapport au VIH et à la syphilis, s'établissant à seulement 0,48 % en 2024 puis 0,98 % en 2025.

Cette situation s'explique par l'insuffisance des ressources financières, la disponibilité limitée des tests et médicaments, le déficit de connaissances chez les prestataires de soins et la population, ainsi que par les barrières socio-économiques et la stigmatisation des malades.

Cap sur la triple élimination

Pour surmonter ces obstacles, le ministère de la Santé se fixe pour priorité la triple élimination de la transmission mère-enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B afin d'assurer aux générations futures un départ dans la vie sans infection.

Comme l'a expliqué Dr Kaze, les actions à venir porteront sur la réalisation d'une grande enquête nationale de séroprévalence, l'introduction de la vaccination contre l'hépatite B dès la naissance, la création d'un groupe technique de travail multidisciplinaire et l'intensification de la sensibilisation.

Rappelant que les hépatites virales sont évitables, dépistables et traitables, il a appelé l'ensemble des partenaires, professionnels de santé et acteurs communautaires à unir leurs forces pour lever les obstacles et garantir un accès universel aux soins.

Florence Inyabuntu

La pêche en difficulté

Le secteur de la pêche connaît d'importants problèmes liés à la surpêche, à la pollution et au changement climatique. Cette situation empêche l'industrie de la pêche de générer davantage de revenus pour le pays.

Selon « Profils des pêches et de l'aquaculture », une publication de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le pays dispose d'un important potentiel halieutique avec le lac Tanganyika, au Sud-Ouest, couvrant une superficie de 2 280 km² et les lacs Cohoha et Rweru, au Nord-Est, couvrant 140 km², soit une superficie totale d'environ 2 500 km².

La publication rappelle que le pays abrite 215 espèces de poissons. Le lac Tanganyika, à lui seul, en compte 200.

Les trois principales espèces pêchées sont le Lates stappersii (Mikeke), le Stolothrissa tanganyikae (Ndagala) et le Lates mariae (Sangala) qui représentent 85 % des captures annuelles.

Une forte productivité du lac Tanganyika

La publication signale que la productivité halieutique des eaux du lac Tanganyika est assez élevée



Le pays abrite 215 espèces de poissons, dont 200 dans le seul lac Tanganyika.

comparativement à celle des autres lacs du Rift africain en raison de ses conditions physico-chimiques et écologiques. Elle est estimée entre 29 500 et 46 000 tonnes par an.

Cependant, les stocks de poissons diminuent depuis des décennies en raison de la surpêche, de la pollution et du changement climatique.

Concernant la surpêche,

les pêcheurs ne laissent pas suffisamment de temps aux poissons pour se reproduire et atteindre leur maturité. Les zones de frayères sont également ciblées par les utilisateurs de matériels de pêche illégaux.

Par ailleurs, le système de conservation du poisson par réfrigération et congélation reste limité. L'absence de camions

frigorifiques pour le transport du poisson constitue également un frein au développement de la filière.

Quant à la pollution, les déchets industriels et ménagers sont directement déversés dans le lac, sans prétraitement.

Malgré ces difficultés, la pêche joue un rôle important dans l'économie burundaise, notamment à travers la

génération des revenus, la création d'emplois, l'entrée de devises et la sécurité alimentaire. Pour soutenir ce secteur, les autorités devraient mettre en place des mesures favorisant l'accès aux équipements de pêche modernes et de haute technologie, afin de faire évoluer la pêche artisanale vers une pêche industrielle.

Mélance Maniragaba

GOUVERNANCE

Quand l'OLUCOME tente de renforcer la gouvernance locale

L'OLUCOME a présenté un module qui met l'accent sur le renforcement de la gouvernance locale à travers une meilleure planification du développement, une gestion administrative et financière plus efficace, la mobilisation des ressources locales, la transparence, la participation citoyenne et la reddition des comptes. Il propose des outils destinés à aider les collectivités territoriales à mieux répondre aux besoins des populations et à améliorer la gestion des affaires publiques.



Les participants ayant pris part à la présentation du module l'ont finalement validé, moyennant quelques ajustements destinés à le perfectionner.

participation des communautés et l'amélioration durable des services publics de proximité.

Dans cette perspective, les communes doivent être en mesure de planifier, de mobiliser et de gérer efficacement les ressources nécessaires à la satisfaction des besoins économiques, sociaux et environnementaux de la population. La gouvernance locale constitue ainsi un élément central de cette dynamique en favorisant la transparence, la participation, la responsabilité et la reddition des comptes.

Le module met notamment l'accent sur le développement local, la planification territoriale, la gestion administrative moderne, la

gestion financière communale, la mobilisation des ressources locales, la transparence et la lutte contre la corruption. Il aborde également la participation citoyenne, la gestion axée sur les résultats ainsi que le suivi et l'évaluation des politiques publiques locales.

La commune au cœur de la décentralisation

Au Burundi, la décentralisation s'inscrit dans le processus de consolidation de la paix, de reconstruction nationale et de réforme de la gouvernance publique. Les Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, signés en août 2000, avaient notamment identifié la mauvaise gouvernance

parmi les facteurs ayant contribué aux conflits récurrents et à l'instabilité socio-politique du pays. La décentralisation a dès lors été envisagée comme un moyen de rapprocher l'administration des citoyens, de promouvoir une gouvernance inclusive et participative, de renforcer la légitimité des institutions publiques et d'améliorer l'accès aux services sociaux de base.

La commune occupe progressivement une place centrale dans cette architecture. Elle constitue un espace privilégié pour la planification, la coordination des interventions publiques et la participation citoyenne. Les orientations nationales, notamment la Vision Burundi 2040 et 2060 ainsi que le Plan national de développement accordent également une place importante à la performance institutionnelle, à la transparence, à la reddition des comptes et à l'implication des citoyens dans la gestion des affaires publiques.

Toutefois, la mise en œuvre de la décentralisation reste confrontée à plusieurs défis. Le document relève notamment l'insuffisance des capacités humaines, techniques et institutionnelles au niveau communal, le manque de mécanismes permanents d'accompagnement des collectivités et une articulation parfois insuffisante entre la planification locale et les priorités nationales et sectorielles.

Des défis financiers et participatifs persistants

La faiblesse de l'autonomie financière des communes constitue également une préoccupation.

Une assiette fiscale limitée et des mécanismes encore peu efficaces de mobilisation des ressources locales réduisent les capacités des communes à financer leurs propres priorités de développement. Le fonctionnement et la gouvernance du Fonds national d'investissement communal (FONIC) figurent aussi parmi les questions soulevées. A ces contraintes s'ajoutent les disparités dans la répartition des ressources, les difficultés liées à la sécurisation foncière et à l'accès équitable à la propriété, notamment pour les femmes, ainsi qu'une participation citoyenne encore insuffisamment institutionnalisée.

Face à ces défis, le module présenté par l'OLUCOME entend contribuer au renforcement des compétences des acteurs communaux. Sa finalité est de favoriser l'émergence des collectivités territoriales capables d'assumer pleinement leur rôle dans le développement local.

L'organisation souhaite notamment promouvoir une administration communale professionnelle et performante, une gestion financière responsable et transparente, une planification participative orientée vers les résultats et des mécanismes efficaces de participation citoyenne.

A travers cet outil, l'OLUCOME entend ainsi accompagner les réformes de la gouvernance locale au Burundi. L'objectif est de contribuer à la construction des territoires plus inclusifs et résilients où les ressources publiques sont gérées de manière responsable et où les citoyens peuvent davantage participer aux décisions qui concernent leur développement.

Gilbert Nkurunziza

Marathon CRDB Bank Burundi : La promotion de la bonne santé de la population à l'honneur

Le Marathon CRDB Bank Burundi, 3^{ème} édition a eu lieu dimanche le 9 Août 2026. Les activités ont été rehaussées par Angeline NDAYISHIMIYE, épouse du Président de la République du Burundi. Pour cette année, les fonds collectés seront utilisés dans la promotion de l'accès à l'eau potable à travers les forages dans les zones qui souffrent un manque criant de l'eau potable telles que la zone Maramvya de la commune Ntahangwa.

La CRDB Bank Burundi a organisé dimanche le 9 Août 2026 un Marathon spécial dénommé Marathon CRDB Bank Burundi, 3^{ème} édition sous le thème : « un pas, de l'eau pour tous ».

Les activités ont eu lieu dans la ville de Bujumbura et ont été rehaussées par Angeline NDAYISHIMIYE, épouse du Président de la République du Burundi.

Médiateur MUHIRE, Directeur Général Adjoint de la CRDB Bank Burundi a fait savoir que ce n'est pas la première fois que cette institution bancaire organise ce Marathon.

En 2024, on l'a organisée dans l'objectif de collecter des fonds destinés aux victimes des inondations de Gatumba.

En 2025, les fonds collectés ont été utilisés dans l'achat des cartes d'assurances maladies (CAM) destinées aux personnes vulnérables pour promouvoir la santé. Dans ce sens, plus de 33 000 ont été distribuées dans toutes les 5 provinces du pays.

La promotion de l'accès à l'eau potable, le pari de la CRDB Bank Burundi pour cette année

Et pour cette année, les fonds collectés seront utilisés pour permettre aux habitants de certaines zones à accéder à l'eau potable. C'est à titre illustratif la zone Maramvya de la commune Ntahangwa dans la province Bujumbura.

MUHIRE a fait savoir que la raison est qu'il a été constaté que cette localité souffre d'un manque criant d'eau potable et est exposée au risque des maladies des mains sales.



Angeline NDAYISHIMIYE, épouse du Président de la République du Burundi : « Je remercie vivement la CRDB Bank Burundi d'avoir organisé ce marathon. Cela contribue au bien-être et à la bonne santé de la population »

Il salue les efforts de la fondation UMUGIRANEZA représentée par la première dame de la République du Burundi et se réjouit avec énergie de son appui pour gagner le pari dans la promotion de la santé et la lutte contre les maladies des mains sales à travers l'accès à l'eau potable.

Il remercie aussi toutes les organisations entre autres la SOCAR Groupe, Media Box, l'Ambassade de la République Unie de la Tanzanie, etc qui ont contribué à la réussite de ce Marathon.

40% de la population n'ont pas accès à l'eau potable

Hassan Kibeya, ministre des Ressources Minières, Energétiques, de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme salue l'initiative de la CRDB Bank Burundi de penser à contribuer à l'accès à l'eau potable car les statistiques montrent que 40% n'ont pas accès à l'eau potable au Burundi.

Il se réjouit du fait que cela montre que le secteur privé commence à comprendre que la promotion



Médiateur MUHIRE, Directeur Général Adjoint de la CRDB Bank Burundi: « Pour cette année, les fonds collectés seront utilisés pour permettre aux habitants de certaines zones à accéder à l'eau potable ».

de l'accès à l'eau potable n'est pas seulement le rôle du gouvernement. Il invite les autres à lui emboîter le pas.

Les participants assurés par la SOCAR Vie

Augustin SINDAYIGAYA, Directeur Général de la SOCAR Vie qui a assuré les participants à ce marathon salue l'engagement de la CRDB Bank Burundi de penser aux vulnérables, car cela fait partie de la responsabilité sociale des entreprises.

Il promet de toujours amener sa contribution dans les activités pareilles.

La première Dame salue les efforts de la CRDB Bank Burundi

Angeline NDAYISHIMIYE, épouse du Président de la République du Burundi remercie vivement la CRDB Bank Burundi d'avoir organisé ce marathon.

Selon elle, cela contribue au bien-être et à la bonne santé de la population. Elle invite aussi la population à bien utiliser et gérer l'eau dont elle va bénéficier.

Elle a félicité tous les participants en général et ceux qui ont été les premiers en particulier lors de cette compétition.

Notons que c'est Eddy NIYONSABA qui a été premier avec 36 min 16 sec pour le trajet de 12 km dans la catégorie des garçons lorsque Yvonne HORIRABONA est championne avec 44 min 41 sec dans la catégorie des filles.



Angeline NDAYISHIMIYE a félicité tous les participants en général et ceux qui ont été les premiers en particulier lors de cette compétition.



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

